

Paix-Travail-Patrie

Peace - Work – Fatherland

REGION DU SUD

SOUTH REGION

DEPARTEMENT DE L'OCEAN

OCEAN DIVISION

PREFECTURE DE KRIBI

S.D.O's OFFICE KRIBI

SERVICE DES AFFAIRES GENERALES

GENERAL AFFAIRS SERVICE



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°006/AONO/L11/CDPM/2026 DU 06 AOUT 2026

POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DU MAGASIN DE STOCKAGE DES PRODUITS SAISIS PAR LA BRIGADE DEPARTEMENTALE DU COMMERCE DE L'OCEAN, DANS LE DEPARTEMENT DE L'OCEAN, REGION DU SUD,

EN PROCEDURE D'URGENCE.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre du Budget d'Investissement Public 2026, le **PREFET DE L'OCEAN**, Maître d'Ouvrage Délégué, lance un appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence, **POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DU MAGASIN DE STOCKAGE DES PRODUITS SAISIS PAR LA BRIGADE DEPARTEMENTALE DU COMMERCE DE L'OCEAN, DANS LE DEPARTEMENT DE L'OCEAN, REGION DU SUD.**

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- ✦ Travaux préparatoires ;
- ✦ Terrassement ;
- ✦ Fondation ;
- ✦ Maçonneries en Elévation ;
- ✦ Charpente – Couverture ;
- ✦ Menuiserie métallique ;
- ✦ Menuiserie Alu Vitre ;
- ✦ Electricité ;
- ✦ Peinture et Revêtement ;
- ✦ VRD.
- ✦ Equipment

3. Allotissement

Les travaux sont subdivisés en un (01) lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **10 120 000 (DIX MILLIONS CENT VINGT MILLE) Francs CFA TTC.**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des travaux, objet du présent Appel d'Offres est de **deux (02) mois** calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes les entreprises de catégorie E relevant du secteur d'activité du BEC et installées au Cameroun.

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement public du MINCOMMERCE EXERCICE 2026.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *en ligne*.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission acquitté à la main et timbrée, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics, dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, dont le montant s'élève à **202 400 (Deux cent deux mille Quatre Cent) Francs CFA (2%TTC)** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Cette caution de soumission doit être accompagnée du récépissé de consignment remis par la CDEC .

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du préfet du département de l'Océan aux heures ouvrables (service des affaires générales) dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>**, sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Préfecture de l'Océan dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **20 000 (Vingt-mille) Francs CFA** payable à la Recette des Finances de Kribi.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier d'appel d'offre par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées.

12. Remise des offres

Les offres devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **08 Septembre 2026 à 12 heures précises**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents, qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 05 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être soumises en ligne sur la plateforme COLEPS.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les offres portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;

- les offres parvenues postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les offres sans copies de sauvegardes ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **08 Septembre 2026 à 13 heures** par la Commission Départementale de Passation des Marchés Publics, dans la salle des réunions de la Préfecture de l'Océan.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

A- Pièces Administratives

- Absence de l'original de la caution de soumission à l'ouverture des plis délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics et du récépissé de dépôt CDEC solidaire à la caution;
- Absence (à l'exception de la caution de soumission) après un délai de 48 heures, d'au moins une des pièces du dossier administratif.
- Absence de catégorisation appropriée.

B- Offre technique

- Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales ;
- Absence d'une capacité de financement d'au moins 1/3 du cout prévisionnel du projet délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances au Cameroun ;
- La non validation de 2 critères essentiel ;
- Absence de l'attestation de visite de site datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- Absence des Preuves d'acceptation des clauses du marché.

C- Offre financière :

- Sous-détails de prix unitaires non conformes au modèle de l'offre ;
- Bordereau de prix unitaires non conformes au modèle fourni dans le présent dossier d'Appel d'Offres ;
- Absence dans l'offre financière d'un prix quantifié.
- Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE)

D- Critère éliminatoire d'ordre général

- Absence de la copie de sauvegarde ou non-respect du format de fichier des offres ;
- Absence de l'original de la caution de soumission, timbrée ;
- Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentiques, manœuvres frauduleuses ;

- d- Absence de la copie de sauvegarde ;
- e- L'utilisation du certificat COLEPS d'une autre entreprise pour soumissionner.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- 1) La présentation de l'offre,
- 2) La lettre de proposition technique
- 3) La méthodologie
- 4) Les preuves d'acceptation des conditions du marché
- 5) La visite du site assorti du rapport.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage Délégué attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises, dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix jours (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Préfecture de l'Océan ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro.

Kribi Le, **06 AOUT 2026**

LE PREFET DU DEPARTEMENT DE L'OCEAN
(Autorité Contractante)



Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- Maître d'Ouvrage ;
- Président CDPMP-KRIBI
- Présidents de CCCM, le cas échéant ;
- Affichage / chrono

Bouba Haman
Administrateur Civil Principal
de Classe Exceptionnelle



NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER

No. 006/NOIT/L11/CDPM/2026 of 06TH AUGUST 2026 FOR THE FITTING-OUT AND EQUIPPING OF THE STORAGE FACILITY FOR GOODS SEIZED BY THE OCEAN DEPARTMENTAL TRADE BRIGADE, IN THE OCEAN DEPARTMENT, SOUTH REGION, UNDER AN EMERGENCY PROCEDURE

1. Purpose of the Call for job offer

Within the framework of the 2026 Public Investment Budget, the S.D.O. of the Ocean Department, acting as the Delegated Project Owner, is launching an Open National Call for Tenders under an Emergency Procedure For the fitting-out and equipping of the storage facility for goods seized by the Ocean Departmental Trade Brigade, in the Ocean Department, South Region,

2. Consistency of the works

The works include in particular:

- ❖ Installation of site and preliminary works;
- ❖ Earthworks;
- ❖ Foundation;
- ❖ Masonry-Elevation :
- ❖ Framework-Roofing False ceiling;
- ❖ Metal, Wood Work;
- ❖ Alu-Glass work;
- ❖ Electricity;
- ❖ Painting;
- ❖ VRD;
- ❖ Equipment.

3. Allocation

The works are subdivided into one (01) single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is 10,120,000 (Ten Million one hundred thousand) CFA francs including tax.

5. Estimated execution period

The maximum period provided by the Contracting Authority for the completion of the works, the

subject of this Call for Tenders, is two (02) calendar months. This period runs from the date of notification of the Service Order to begin the services.

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is open to all Category E companies operating in the BEC sector and established in Cameroon.

7. Financing

The works covered by this Call for job offer are financed by the BIP MINCOMMERCE 2026.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is **online**.

9. Bid bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond paid by hand and stamped, issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public procurement, the list of which appears in Exhibit 14 of the DAO, the amount of which is 202,400 (Two hundred and two thousand, Four hundred) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the offers. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the offer. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible. This bid bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC.

10. Consultation of the Call for job offer File

The physical file can be consulted free of charge in the services of the Senior Divisional officer of Ocean Division during business hours (SIGAMP: Internal Structure for Administrative Management of Public Procurement), upon publication of this notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.arpmp.cm).

11. Acquisition of the Call for job offer Document

The physical version of the call for tenders document can be obtained from the KRIBI ITown Hall (SIGAMP: Internal Structure for the Administrative Management of Public Procurement), upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of the purchase costs of the DAO of 20,000 (twenty thousand) CFA francs payable at [Place of payment of the TF purchase fees: (the Public Treasury for Public Administrations and in the CAS- ARMP Special Account for other Project Owners, unless expressly exempted)].

It is equally possible to obtain the electronic version of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above. However, online submission is subject to the payment of Tender File purchase fees

It is also possible to obtain the electronic version of the file by free download at the addresses indicated above for the electronic version. However, submission by physical means is conditioned by the payment of the DAO purchase fees.

12. Submission of opportunities

For submission online, the bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform latest on **08th September 2026 at 12 pm local time**. A back-up copy of the tender recorded on a USB key must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above mentioned

indication, within the deadline set.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are the following:

- 05 MB for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 05 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The applicant shall make sure that he uses compressing software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of Bids

Administrative documents, technical offers, and financial offers must each be placed in **separates folders**.

The following will lead to rejection:

-
- Bids received after the submission deadline;
- Bids not conforming to the submission mode;
- Bids missing the tender reference;

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Call for Tenders Documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the models of the documents in the Call for job offer Documents shall result in the outright rejection of the offer without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

14. Opening of bids

The opening of bids is done in one time and will take place on **08th September 2026 at 1 p.m.** by the Internal Commission for the Award of Contracts at the services of the Senior Divisional officer of Ocean Division. Only bidders may attend this opening session or be represented by a only person of their choice duly mandated even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or in copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old or have been established after the date of signature of the Call job offer notice.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1. Eliminary criteria

These include:

A- Administrative Documents

- a) Absence of the original bid bond issued by a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds for public procurement, and the CDEC joint deposit receipt for the bond;
- b) Absence (with the exception of the bid bond) of at least one of the documents in the administrative file after a 48-hour period.

c) Absence of appropriate categorization.

B- Technical Offer

- a) Absence of the sworn statement attesting that the bidder has not abandoned a contract in the last three years and that it is not on the list of defaulting companies established by the MINMAP;
- b) Absence of the dated and signed integrity charter;
- c) Absence of the declaration of commitment to comply with environmental clauses;
- d) Lack of proof of financing capacity of at least one-third of the estimated project cost, provided by a first-class bank approved by the Minister of Finance in Cameroon;
- e) Failure to meet two essential criteria;
- f) Absence of a dated, stamped, and signed site visit certificate from the bidder;
- g) Absence of proof of acceptance of the contract terms.

C- Financial Offer:

- a) Unit price breakdowns not conforming to the offer template
- b) Unit price schedule not conforming to the template provided in this tender document;
- c) Absence of a quantified price in the financial offer.
- d) Absence of an element of the financial offer (the bid, the unit price schedule, the bill of quantities)

D- General Elimination Criteria

- a- Absence of the backup copy or non-compliance with the bid file format;
- b- Absence of the stamped bid security;
- c- False declaration, falsified or inauthentic documents, fraudulent maneuvers;
- d- Absence of the backup copy;
- e- Use of another company's COLEPS certificate for bidding.

15.2. Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will include, for information purposes, the following:

- 1) Presentation of the offer,
- 2) Technical proposal letter,
- 3) Methodology,
- 4) Evidence of acceptance of market conditions,
- 5) Site visit with accompanying report.

16- Award

The Senior Divisional Officer for Ocean Division will award the contract to the bidder who has submitted an offer meeting the required technical and financial qualification criteria, whose offer is evaluated as the lowest bidder, including, where applicable, the proposed discounts.

17- Validity period of offers

Bidders remain bound by their offer for ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of offers.

18- Additional information

Additional information can be obtained during business hours at the service of general affairs. located in the building housing the current in the services of the Senior Divisional officer of Ocean Division or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other means of electronic communication indicated by the Contracting Authority,

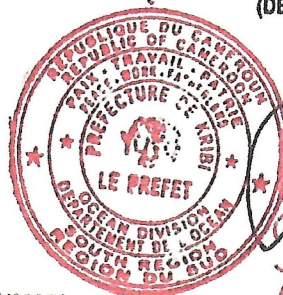
19- Fight against corruption and bad practices

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption or facts of bad practices, please call

CONAC at number 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP at number the Contracting Authority at numbers (+237) 699 99 89 70 and 674 15 73 76.

KRIBI THE, **06 AOUT 2026**

SENIOR DIVISIONAL OFFICER OF OCEAN
(DELEGATED PROJECT OWNER)



Bouta Haman
Administrateur Civil Principal
de Classe Exceptionnelle

Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- ARMP
- Project Owner or Delegated Project Owner concerned, if applicable;
- Chairperson of the T B concerned;
- Chairpersons of the CCCB, if applicable
- Notice board/file